

Capitalisme rhénan : la grande déglingue

L'anti-modèle Schröder/Merkel, poison pour l'Allemagne et l'Europe

Bruno Odent

Le modèle rhénan fondant la puissance industrielle germanique s'est construit depuis la fin du XIX^e siècle. Mais il a surtout émergé dans l'après-guerre en Allemagne occidentale. Au cœur de son succès : un développement fondé sur des productions de qualité avec un fort contenu en innovations et en recherches, fabriquées par des salariés hautement qualifiés, plutôt bien payés et organisés au sein d'un syndicalisme puissant et intégré. Sa force de frappe reste à l'origine des performances allemandes actuelles à l'exportation. Mais ce modèle est de plus en plus fortement ébranlé aujourd'hui.

Ce sont les contre-réformes engagées par le chancelier Gerhard Schröder et poursuivies par Angela Merkel qui le minent. Paradoxe, ces politiques là sont célébrées régulièrement de ce côté ci du Rhin comme « *le secret du modèle de compétitivité allemand* ». Elles constitueraient la référence obligée, l'exemple à suivre pour la France et les autres pays européens. Et opportunément elles justifieraient l'obsession des libéraux et des sociaux-libéraux à comprimer les coûts salariaux. Avec l'idée qu'il n'y aurait point de salut sans ce passage obligé pour qui veut survivre dans la mondialisation capitaliste.

En fait, on va voir comment la mutation/banalisation de ce modèle industriel rhénan, son alignement accéléré ces dix dernières années sur les logiques néolibérales anglo-saxonnes est porteuse de contradictions qui sont en train de s'exacerber. Jusqu'à saper ses propres piliers. C'est la raison de fond pour laquelle l'Allemagne est

désormais rattrapée par la crise. Cela se joue en Europe ici et maintenant.

Pour comprendre ce qui a fait la force de l'industrie allemande et permis, au passage, à Berlin d'atteindre une position hégémonique en Europe, un rapide détour par l'histoire est nécessaire.

Les atouts de l'économie sociale de marché

Historiquement on peut faire remonter les origines de l'essor industriel allemand à l'occupation... française des pays rhénans au début du XIX^e siècle, « *libérant* » ces régions des tutelles féodales (Friedrich Engels (1)). Pour consolider le développement de l'industrie tout en essayant d'intégrer un mouvement ouvrier très revendicatif, Bismarck va promouvoir les premiers systèmes d'assurances collectives sur la maladie (1883) et la vieillesse (1889), jetant les bases de « *l'État-providence* » qui deviendra, plus tard, une des marques de l'identité du continent européen. La démarche continuera d'imprimer la période suivante, hors la nuit nazie. Mais c'est dans l'Allemagne fédérale de l'après-guerre qu'elle va prendre sa pleine dimension jusqu'à devenir système.

Les principes de l'économie sociale de marché, chère au ministre des Finances puis chancelier chrétien démocrate Ludwig Erhard (2) en seront les maîtres d'œuvre. Dans une construction influencée par la guerre froide et l'évolution de compromis géostratégiques évolutifs dans une partie à trois, toujours en cours, entre autorités allemandes, Paris et Washington (3).

L'existence d'un système alternatif à l'Est renforce le besoin d'intégrer les salariés en lâchant du lest au plan social et sur leurs droits. La co-décision (*Mitbes-*



timung), l'autonomie tarifaire débouchent sur des accords de branche (*Tarifverträge*) de haut niveau. Les salaires sont parmi les plus élevés d'Europe. Le taux de syndicalisation aussi. Et la confédération syndicale allemande (DGB) est la plus puissante du continent.

À cette dimension sociale s'ajoute une structuration originale du capital qui se caractérise par une imbrication des groupes industriels et des établissements bancaires. Un peu comme si l'ensemble du pays n'était plus qu'une seule société anonyme, « la *Deutschland AG* » (la SA Allemagne), selon l'image communément utilisée alors (Andrew Shonfield, 1963). Ce rapport très étroit avec les banques a permis à l'industrie de bénéficier d'une source de financement stable, sûr et bon marché. Essentielle pour son essor. Et d'autant plus efficace que des politiques industrielles très actives sont mises en œuvre par les gouvernements des Länder avec le relais de grandes banques publiques régionales, chapeautant un réseau très dense de caisses d'épargne. Lequel constituera une source de financement stable et peu onéreux pour les entreprises du fameux *Mittelstand*, cet ensemble de petites entreprises familiales qui privilégient le long terme (très peu d'introduction en bourse jusqu'au milieu des années 1990). Elles fondent souvent leur succès sur l'acquisition d'une grande compétence technique en s'appuyant sur un fort service public régional de formation d'ingénieurs et de techniciens avec notamment une *Fraunhofer Gesellschaft* (société Fraunhofer) très active dans le développement de la recherche appliquée.

Un système efficace de formation duale (à l'école et dans l'entreprise) des apprentis permet à l'ensemble des acteurs industriels de s'appuyer sur un haut degré de qualification de ses salariés. Enfin l'Allemagne fédérale est, de loin, le pays le plus égalitaire d'Europe occidentale : l'échelle des salaires y est nettement moins élevée que dans le reste de l'UE. Et les écarts de développements régionaux sont aussi beaucoup plus resserrés, grâce notamment à un système de péréquation entre Länder riches et plus pauvres.

Avec l'impulsion donnée initialement par le plan Marshall, ce sont ces traits clés du système rhénan qui ont permis de déboucher sur ce qu'il est convenu d'appeler le « *miracle économique allemand* » de l'après-guerre.

Jusqu'au tournant de la chute du mur de Berlin. Avec l'émergence alors d'une double évolution stratégique du capital allemand :

1. La recherche accentuée d'hégémonie sur le reste de l'Europe, instrumentalisant celle-ci pour placer au mieux ses groupes exportateurs dans le champ de l'économie mondialisée.
2. Une volonté de briser les vieilles contraintes de la *Deutschland AG* afin d'épouser les critères anglo-saxons, considérés comme une sorte de visa vers « *le grand large* ». Ce qui va conduire à la financiarisation accélérée du système.

Et c'est dans cette double évolution dont les logiques se confortent mutuellement, que commencent à se nouer les contradictions de l'Allemagne d'aujourd'hui : celle-ci est dominante grâce à sa puissance industrielle, mais en même temps ébranlée par le torpillage que Berlin a, lui-même, organisé, du « modèle rhénan » à l'origine de cette puissance.

Avec le choc de la réunification s'engage un début de mutation

Le mode de réunification imposé par Helmut Kohl avec l'assentiment de Paris, Londres, Washington et Moscou permet aux Konzern ouest-allemands de bénéficier d'une extension instantanée de leur marché domestique. Ils disposent avec la fameuse *Treuhandanstalt* (organisme fiduciaire chargé de la gestion du patrimoine économique est-allemand) d'un outil sur mesure pour mettre la main sur les quelques pépites industrielles de l'ex-RDA, liquider tout le reste et s'éviter l'émergence de la moindre concurrence en Allemagne orientale. L'unification monétaire et le passage au Deutschmark, du jour au lendemain, provoquent une désindustrialisation massive et l'explosion du chômage à l'Est. Le coût exorbitant est supporté, on s'en souvient, par les contribuables allemands et... européens.

Le choc est immense. Il sera instrumentalisé aussitôt, l'ex-RDA servant de laboratoire à une transformation progressive du capitalisme rhénan. Avec l'écroulement de l'Est disparaît le système concurrent et il n'y a plus de « *gages* » sociaux à fournir. Les Konzern peuvent effectuer à l'Est des investissements quasi gratuits, tellement ils sont subventionnés (pour compenser les ravages de l'explosion du chômage en Allemagne orientale). Et ils y trouvent une main d'œuvre bien formée qu'ils vont pouvoir payer entre 30 % et 50 % moins cher que dans leurs usines de l'Ouest.

On assiste ainsi au démarrage de ces politiques de recherche systématique de baisse des coûts salariaux et de sappe des acquis syndicaux du vieux modèle (4) qui va caractériser les décennies 1990 et 2000.

Des Länder ont bien été réinstallés à l'Est (ils avaient disparu dans le système très centralisé de l'ex-RDA). Mais on les empêche aussitôt de mener la politique industrielle régionale qu'ont pu mettre en œuvre durant toute la période antérieure leurs homologues ouest-allemands. Au nom du respect de la libre concurrence et des règles de marché le chancelier Kohl et la Commission de Bruxelles sont à l'unisson pour leur interdire toute démarche de ce genre.

Dès le lendemain de l'unification, les groupes ouest-allemands partent à la conquête de positions dans la Mitteleuropa où le Deutschmark a supplanté le



dollar comme monnaie d'échanges commerciaux et (ou) de réserve. Par la suite, les firmes germaniques poursuivront leur offensive en utilisant l'euro fort pour consolider une position stratégique dans l'Est européen en réimportant des productions pour les assembler outre-Rhin et les exporter avec l'estampille « made in germany » qui fonctionne comme un label de qualité (5).

On comprend dès lors l'importance de l'arme monétaire pour installer la suprématie des Konzern sur l'Hinterland est-européen. Et pourquoi Berlin va faire le *forcing* pour imposer les critères monétaristes de la Bundesbank (Buba) comme référence de l'euro et de la future Banque centrale européenne (BCE). Karl Otto Pöhl, président de la Buba, triomphait ainsi dès 1991 : « *La Bundesbank a renversé le système voulu à l'origine en faisant de la monnaie la plus forte la vraie valeur de référence.* »

Schröder, « l'exterminator » du vieux modèle

Le volet social de la mutation du modèle rhénan par l'ex-chancelier social-démocrate, au pouvoir à la tête d'une coalition SPD/Verts entre 1998 et 2005, est bien connu des lecteurs d'*Économie et Politique*. Nous nous bornerons donc ici à rappeler les grands traits de l'extraordinaire arsenal antisocial qui le caractérise pour mieux décrypter les réformes menées parallèlement sur le plan fiscal.

La compétitivité version Hartz

Pour comprimer les dépenses sociales et salariales au nom de la « *compétitivité du lieu de production Allemagne* », selon le mot d'ordre répété à satiété à l'époque, Gerhard Schröder a agi sur quatre axes : le marché du travail, les retraites, l'assurance maladie et la fiscalisation d'une partie des cotisations sociales patronales. Avec les lois Hartz, le versement de l'allocation chômage a été limité à un an, la personne privée d'emploi passant ensuite sous le coup du régime de l'aide sociale (345 euros par mois à l'Ouest, 315 euros à l'Est). Le chômeur est très vite quasi obligé d'accepter n'importe quel emploi même très inférieur à sa qualification. Des minis jobs de moins de 400 euros par mois à temps partiels exonérés totalement de charges sociales sont instaurés. Il y en a 7 millions aujourd'hui (6).

Ce dispositif est complété par la mise en place de « *jobs à un euro* » dits d'intérêts publics (le salarié touche l'aide sociale plus 1 euro par heure travaillée, versé par l'employeur [collectivités, associations, etc.]). Le SMIC, n'existant pas outre-Rhin, cette trappe à bas salaires va peser sur l'ensemble des rémunérations. D'autant que des pactes tripartites (patronat, syndicat, gouvernement) ont été multipliés pour instaurer la « *modération salariale* » au nom de la préservation de l'emploi. Résultat : les salaires réels ont diminué de 4 % entre 2000 et 2010 selon une étude publiée début 2012 par l'Institut de conjoncture de Berlin, DIW.

L'âge légal de départ à la retraite passe de 63 à 65 ans. Une retraite complémentaire par capitalisation (7) est instaurée fragilisant le régime général. Ce qui se traduit aujourd'hui par l'explosion de la pauvreté parmi les personnes âgées. Les prestations de l'assurance mala-

die sont nettement revues à la baisse et les cotisations patronales diminuées (en rupture avec le principe d'un prélèvement égal sur les parties patronale et salariée). Au début de l'ère Merkel, une TVA dite sociale est instaurée. Son taux passe de 16 % à 19 %. Un point de l'augmentation est destiné à la baisse des « *charges* » sociales des entreprises. Et le processus de passage à la retraite à 67 ans est enclenché.

La réforme fiscale qui torpille la « Deutschland AG »

Ce *forcing* pour imposer une réduction nette des dépenses sociales et salariales avance au même rythme que des transformations structurelles donnant toujours davantage de poids aux logiques favorisant le rendement financier pour les actionnaires (*shareholder value*). Alors que le « *modèle rhénan* » se caractérisait initialement par son faible recours aux financements boursiers.

Point d'orgue de ce *big bang* : la réforme fiscale de l'an 2000. Elle fait littéralement sauter la clé de voûte de la Deutschland AG. Les liens très forts entre banque et industrie sont torpillés par l'abolition de la taxation dissuasive (entre 40 % et 50 %) pratiquée sur les plus-values réalisées à l'occasion de cessions. Les grandes banques (Deutsche Bank, Dresdner, etc.) ou les gros assureurs (Allianz, Munich ré, etc.) peuvent se débarrasser à très bon compte de leurs participations industrielles. Pour privilégier les investissements financiers sur la planète capitaliste globalisée. « *En quelques années*, écrit le chercheur Christopher Lantenois (8), *la promiscuité capitalistique entre les institutions du cœur de la Deutschland AG a totalement volé en éclat. La réforme fiscale leur a octroyé les moyens légaux de se désengager les uns des autres sans frais.* »

Les priorités données à la rentabilité financière s'imposent peu à peu dans la gestion. Le court-termisme triomphe. Et l'ex PDG de la Deutsche Bank, Joseph Ackermann, défraye régulièrement la chronique en jurant qu'il n'accepte plus désormais d'investir « *sans être assuré d'un taux de rentabilité d'au moins 15 %* ».

La frénésie financière qui suivra va se payer au prix fort à l'occasion du krach de 2007/2008. Tant l'implication des établissements allemands dans l'achat de produits dérivés initialement ultra rentables et finalement hyper toxiques sera très élevée et... généralisée. Ainsi la Deutsche Bank est-elle devenue l'un des champions de la vente de crédits *subprimes* aux États-Unis. L'ensemble des banques publiques régionales sont « *mouillées* » également jusqu'au cou.

Dernière conséquence en date : la disparition le 30 juin 2012 de la WestLandesbank (WestLB), la banque du Land de Rhénanie du nord Westphalie, véritable région berceau du modèle industriel rhénan. Submergée de créances pourries, la banque est scindée en trois entités : une société de services bancaires (Portigon), une Bad bank (EAA) et une Verbundbank qui reprend les dépôts des particuliers et les créances au *Mittelstand*, cogérée par la banque du Land de Hesse, les caisses d'épargne et l'État fédéral.

De 11 000 au début des années 1990, le nouvel ensemble doit passer à 1 500 salariés d'ici à 2016. EAA aura pour mission de gérer quelques 77,5 milliards d'euros de titres pourris. Pour les remettre dans le cir-

cuit « *sain* » d'une manière ou d'une autre à l'horizon 2020 ou plus sûrement les liquider, moyennant garantie et donc déboursements de l'État fédéral. De quoi mieux comprendre, au passage, les raisons du maintien d'un niveau d'endettement très élevé de l'État fédéral (plus de 80 % du PIB) ou des collectivités régionales, largement infectées par les créances toxiques. Et cela en dépit du forcing à la réduction des déficits publics pratiquée ces deux dernières années.

La crise est « arrivée en Allemagne »

Le choc du krach de 2007/2008 affecte donc durablement le système bancaire. Et la désintégration des anciens atouts du modèle en matière de financements de l'industrie et des PME du *Mittelstand* ne cesse de s'accroître.

Pourtant l'Allemagne commence par se remettre plutôt mieux et plus vite de la récession en 2009. Elle va même rapidement conforter sa suprématie au sein de l'UE grâce au rebond spectaculaire de ses exportations. Après avoir enregistré - 4,7 % de croissance en 2009 elle va pouvoir repartir au quart de tour (+ 3,5 % en 2010 et + 3 % en 2011), en s'appuyant sur des mesures très à propos de chômage partiel (porté à deux ans par les autorités). Elles auront permis aux entreprises de conserver leurs personnels les plus qualifiés et donc de redémarrer très rapidement leurs productions.

Mais ce *boom* imputable pour beaucoup aux plans de relances qui, dans la période, ont stimulé la demande aux États-Unis, en Chine ou au sein des pays partenaires européens, est parvenu aujourd'hui à son terme.

« *La crise est arrivée en Allemagne* » analysent tous les instituts de conjoncture. La croissance ne cesse de ralentir, rejoignant un niveau proche de la stagnation, identique à celui de la France (0,2 %) au 3^e trimestre 2012. L'indicateur de risque de récession mis en place par l'IMK, l'institut de conjoncture économique de la fondation Hans Böckler, proche des syndicats, vire de plus en plus dans le rouge. Sa dernière livraison de décembre 2012 évalue à près de 60 % le risque d'une contraction de la production outre-Rhin d'ici trois mois.

Et cette nouvelle phase de la crise s'annonce bien plus difficilement surmontable que celle de la tourmente de 2007-2008. Car elle se nourrit de l'exacerbation des contradictions des politiques économiques qui constituent le cœur de référence des gouvernants allemands. Comme la course à la réduction des dépenses salariales et sociales, censées assurer la compétitivité des productions germaniques ou les dogmes monétaristes fondant la domination du pays sur ses partenaires de l'UE.

Compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat et du phénomène massif de précarisation, ou encore de l'étranglement de très nombreuses collectivités, contraintes de surcroît par l'intronisation du frein à dette (règle d'or budgétaire), les débouchés sur le marché intérieur sont incapables de relayer un recul de plus en plus sensible des exportations.

Le vice-champion du monde à l'export encaisse d'autant plus mal le freinage généralisé que ses plus gros clients, ses partenaires de l'UE, sont asphyxiés par l'austérité. Et la demande chinoise ou des pays émergents, dont Berlin espérait qu'elle pourrait com-

penser ce manque à gagner donne de sérieux signes d'essoufflement.

La liquidation systématique des atouts du modèle par les pouvoirs successifs alimente cette spirale négative. La « *modération salariale* », l'émergence d'une précarité et d'inégalités qui battent maintenant des records d'Europe, relèguent très loin le souvenir de la vieille RFA « égalitaire » d'autant que les péréquations « *inter-régions* » sont progressivement remises en cause au nom de la primauté du principe de compétition sur celui de solidarité (réforme de l'ordre fédéral). Les investissements régionaux se sont effondrés pour cause d'outils de financement public exsangues ou « *normalisés* » et de collectivités étranglées. Quant à la formation duale, considérée comme « *non suffisamment rentable* » par les firmes qui ne versent plus leur écot à l'apprentissage (9), elle n'est plus que l'ombre d'elle-même.

La crise se nourrit ainsi de la mutation du vieux système alors que la zone euro se porterait infiniment mieux avec une Allemagne qui tire vraiment enseignement de ce qui fit son succès industriel, en augmentant ses salaires et ses dépenses publiques, qu'elle aurait besoin d'États membres libérés des diktats austéritaires inspirés par Berlin. Ce qui permettrait de réduire les terribles déséquilibres qui la menacent et laisse aussi augurer des possibilités européennes de résistances et de rassemblements alternatifs. À l'opposé d'une fuite en avant dans la voie de l'anti-modèle Schröder/Merkel, poison pour l'Allemagne et l'Europe. ■

(1) Friedrich Engels dans son livre *Reichverfassungskampagne* [Campagne sur la constitution du Reich], 1850, sur les raisons de l'essor industriel de la rive gauche du Rhin.

(2) Erhard est ministre des Finances de Konrad Adenauer de 1949 à 1963. Il devient chancelier de 1963 à 1966.

(3) Un trait constant de la diplomatie de la RFA (jusqu'à aujourd'hui) sera de privilégier à tour de rôle en fonction de ses intérêts la carte états-unienne ou celle d'un « couple franco-allemand », pilotant l'Union Européenne (traité de l'Élysée, 1963).

(4) Helmut Kohl (avril 1993) : « *Une nation industrielle n'est pas un parc de loisirs où les retraités sont de plus en plus jeunes, les étudiants de plus en plus vieux et les congés de plus en plus longs* ».

(5) La part de la valeur ajoutée en produits importés dans les marchandises exportées par des entreprises allemandes a bondi de 33 % à 45 % entre 1995 et 2006. Après quoi l'institut de statistique allemand Destatis a curieusement cessé de fournir ce type de données...

(6) Source : Centrale nationale des minijobs de Bochum, novembre 2012.

(7) La retraite dite Riester, du nom du ministre du Travail du gouvernement SPD/Vert du chancelier Schröder.

(8) Christopher Lantenois, chercheur au CNRS, université de Paris-Nord, « *La dissolution du cœur de la Deutschland AG* », *Revue d'économie financière*, n° 104, 4^e trimestre 2011.

(9) « *La formation professionnelle duale est en crise, les entreprises offrent de moins en moins de places d'apprentissage* » (Analyse de la Fondation Hans Böckler, 2007).

